

GROUPE DE TRAVAIL  
SUR L'EUROPE CENTRALE  
ET L'EUROPE DE L'EST

TASK FORCE ON  
CENTRAL AND  
EASTERN EUROPE



Vol. 1, N° 2, Printemps 1991



## UNE ACTION EN FAVEUR DU CHANGEMENT

*Voici le premier d'une série d'articles sur les événements survenus récemment en Europe centrale et en Europe de l'Est, ainsi que les principales initiatives prises par le Groupe de travail.*

Selon M. Andrew Sarlos, financier canadien d'origine hongroise, si les sociétés occidentales lui fournissent la technologie et les compétences nécessaires, l'économie hongroise pourra rattraper celle de l'Ouest d'ici six ans. Quoique certains jugeraient peut-être exagérément optimistes les propos de M. Sarlos, il reste que de nombreux Canadiens répondent à son appel en faveur du changement politique et économique dans ce pays.

En fait, beaucoup de gens estiment que la Hongrie est mieux préparée que les autres pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est à faire face aux bouleversements qui se produisent actuellement. La Hongrie a commencé à caresser l'idée d'une réforme économique fondée sur le modèle occidental dès 1968, et elle encourage la création de coentreprises avec des sociétés étrangères depuis 1972. En 1988, dans une décision sans précédent, le gouvernement hongrois a garanti que les sociétés étrangères participant à des coentreprises pourraient rapatrier leurs investissements et leurs bénéfices à l'exportation.

En outre, en juin dernier, la Hongrie, allant plus loin que toutes les autres nouvelles démocraties d'Europe de l'Est, a

rouvert la Bourse de Budapest, qui était fermée depuis la prise du pouvoir par le régime communiste, 42 ans auparavant. Avant la Seconde Guerre mondiale, Budapest était une des capitales

---

« Lorsque des pays choisissent  
d'adhérer à des options que nous avons  
préconisées, nous devons les aider  
concrètement et sans lésiner à mettre en  
pratique ce que nous prêchons depuis si  
longtemps. »

---

Le très honorable Joe Clark

financières de l'Europe centrale, titre que l'actuel gouvernement espère l'aider à retrouver.

Une société canadienne, *Gordon Capital*, prévoit déjà ouvrir une maison de courtage dans la ville.

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

Canada



Par ailleurs, les réformes politiques vont bon train. Les élections libres tenues en avril dernier ont été remportées par les partis favorables à la libre entreprise. Le Forum démocratique hongrois, parti de centre-droite, domine la coalition gouvernementale, dont tous les éléments préconisent l'établissement de partenariats avec l'Ouest pour la reconstruction du pays.

Même les plus optimistes reconnaissent que la transition est loin d'être terminée et que des temps difficiles restent à venir. La Hongrie fait face à une situation économique difficile caractérisée par une dette nationale considérable, un taux d'inflation élevé, la hausse du chômage et la baisse du niveau de vie. Bien que le gouvernement estime que la seule façon d'éviter la catastrophe est de créer une économie entièrement libre, la transition sera pénible.

L'an dernier, le Gouvernement du Canada s'est engagé clairement à aider le pays à effectuer cette transition en créant un programme d'aide de 72 millions de dollars pour la Hongrie et la Pologne. Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est contribue à l'exécution de cet engagement en menant une vaste gamme de projets, soit notamment :

- en aidant Emploi et Immigration Canada à établir en Hongrie un nouveau service d'emploi national de concert avec les officiels hongrois;
- en consacrant des fonds au Centre international de gestion de Budapest, qui financera des programmes de formation pour les gestionnaires et les superviseurs;
- en versant une aide financière à des initiatives comme le Programme d'échanges juridiques Canada-Europe de l'Est de l'Association du barreau canadien, et le Programme d'échanges Est-Ouest de l'Université York pour l'entrepreneurship et les opérations relatives au marché;
- en finançant la réalisation d'un guide des affaires en Hongrie qui sera publié au printemps 1991;
- en établissant un plan de travail pour l'Agence hongroise des investissements et du commerce;
- en affectant un conseiller en communications à l'agence de privatisation de la Hongrie.

D'autres projets touchant la réforme électorale, le développement agricole, ainsi que les statistiques et la gestion des données sont en voie d'élaboration.

Beaucoup d'entreprises privées canadiennes participent elles aussi aux réformes menées par la Hongrie. Le gouvernement hongrois encourage les investisseurs et les partenaires de coentreprises canadiens à prendre part au renouveau économique.

Andrew Sarlos est peut-être le Canadien qui a le plus encouragé les partenariats entre notre pays et la Hongrie. Il compte parmi les fondateurs de la Société de développement de l'Europe centrale, qui a acquis cette année 50 % des intérêts de la plus vieille banque à charte de Hongrie. En outre M. Sarlos a assumé le poste de président-directeur général du *First Hungary Fund*, d'une valeur de 80 millions de dollars américains. Au début de février, 13,5 millions de dollars provenant de ce fonds avaient été investis en Hongrie.

Comme beaucoup d'autres Canadiens, M. Sarlos est convaincu que la Hongrie est promise à un brillant avenir et que le Canada peut et doit l'aider à bâtir cet avenir. ■

## DES HONGROIS ÉTUDIENT NOTRE SYSTÈME JURIDIQUE

L'avocat hongrois Lipót Hölztl ne se faisait pas d'illusions sur le Canada lorsqu'il y est arrivé en septembre en compagnie de 12 autres jeunes avocats hongrois. Il avait déjà effectué deux séjours dans notre pays, dont un d'une semaine, il y avait un peu plus d'un an, à titre de membre d'une délégation de juristes hongrois dirigée par le secrétaire d'État à la Justice.

Pour la plupart des autres membres du groupe, il s'agissait de leur premier contact avec un pays et un système juridique dont ils espéraient retirer une expérience et des idées qu'ils pourraient mettre en pratique une fois de retour chez eux.

M. Hölztl, est haut fonctionnaire au ministère hongrois de la Justice. Avec 12 autres juristes, il a passé trois mois au Canada dans le cadre du Programme d'échanges juridiques Canada-Europe de l'Est parrainé par l'Association du barreau canadien (ABC) et financé partiellement par le Groupe de travail d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.

En annonçant la mise sur pied de ce programme, M. John Jennings, alors président de l'ABC, a expliqué qu'il allait permettre à des étudiants en droit et à de jeunes avocats dotés d'un excellent dossier scolaire de faire des stages au Canada.

«Le programme complète les réformes politiques et sociales qui ont balayé l'Europe de l'Est. Il faut sans délai établir des infrastructures appropriées qui permettront aux pays de cette région de percer le marché international», a dit M. Jennings.

M. Hölztl a renchéri sur ces paroles. «Notre pays au complet est en période de transition. Nous passons d'un système unipartite à un système multipartite ainsi qu'à une économie de marché. Il s'agit d'une excellente occasion pour les avocats de créer un nouveau climat», a-t-il dit.



L'avocat hongrois M. Lipót Hölztl (au centre), en compagnie de Mme Anne-Marie Trahan, sous-ministre déléguée de la Justice, à la réunion du Conseil des doyens des facultés de droit du Canada.

«La liberté de la presse, les droits de la personne et les droits des minorités sont autant de questions qui doivent faire l'objet de lois. Nous nous penchons sur ces dossiers et sur la nouvelle

---

«La liberté de la presse, les droits de la  
personne et les droits des minorités sont  
autant de questions qui doivent faire  
l'objet de lois.»

---

Lipót Hölztl

constitution», a indiqué M. Hölztl, seul membre du groupe qui travaille pour le gouvernement.

Pendant son séjour au ministère de la Justice, M. Hölztl a travaillé dans les domaines des poursuites criminelles, du

droit de la famille, de l'élaboration de projets de loi et du droit international. Son stage lui a permis de participer à un certain nombre de rencontres parrainées par le ministère de la Justice, telles que l'assemblée annuelle des sections nationales de l'Association du barreau canadien, une réunion du Conseil des doyens des facultés de droit du Canada et une rencontre du Groupe de travail fédéral-provincial sur le droit international.

M. Höltzl, qui possédait déjà une connaissance théorique du système juridique canadien, a été particulièrement heureux d'avoir l'occasion d'en examiner le fonctionnement. Les contacts qu'il a établis pendant son séjour devraient l'aider grandement à remplir ses fonctions d'agent de liaison entre son ministère et le ministère canadien de la Justice. En outre, il a défini un certain nombre d'initiatives que la Hongrie et le Canada pourraient mener ensemble dans le domaine juridique.

«Ces liens historiques influencent

l'héritage linguistique et culturel,

favorisent les relations familiales,

améliorent la connaissance mutuelle et

fondent le réseau des contacts

commerciaux.»

L'honorable John C. Crosbie

Par ailleurs, M. Höltzl a fourni de nombreux renseignements sur le système juridique hongrois aux fonctionnaires du ministère de la Justice.

Selon la sous-ministre déléguée de la Justice, M<sup>me</sup> Anne-Marie Trahan, qui est chargée de coordonner toutes les initiatives menées conjointement par son ministère et les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, «le stage de Lipót Höltzl au Canada a été extrêmement utile. Grâce à ce stage, les relations entre le ministère de la Justice du Canada et celui de la Hongrie sont maintenant solidement établies et les deux organisations échangent constamment des renseignements». ■

## UN ATOUT CANADIEN

Quand on lui demande ce que le Canada peut offrir de mieux aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est en quête d'une plus grande liberté économique et politique, Paul Frazer répond sans hésiter : «ses ressources humaines». Depuis qu'il a été nommé directeur administratif du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est en septembre dernier, Paul Frazer déclare qu'il est beaucoup plus conscient des atouts que les Canadiens oublient souvent qu'ils possèdent : «Une de nos contributions vraiment spéciales s'offre à nos yeux tous les jours et, pour cette raison, nous ne la remarquons probablement pas facilement : c'est le capital humain.»

«Les gens du Bureau de la commission européenne à Bruxelles et nos interlocuteurs à Prague, Varsovie et Budapest nous ont dit qu'ils étaient favorablement impressionnés par le fait que le Canada a des gens facilement disponibles, hautement qualifiés qui non seulement peuvent apporter à un projet les compétences particulières de leur profession et de leur expérience, mais aussi une sensibilité et la compréhension de la culture.»

Les Canadiens apportent avec eux une autre compétence, les langues. En effet, un Canadien sur dix a des antécédents familiaux dans la région. «Un grand nombre de Canadiens parlent couramment le français ou l'anglais et la langue de leur pays d'origine, que ce soit le polonais, le tchèque ou le slovaque, ou le hongrois. C'est là un de nos avantages.»

Diplomate de carrière, Paul Frazer a travaillé autrefois à l'ambassade du Canada à Varsovie, et à la Direction de l'Europe de l'Est d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, à Ottawa. Plus récemment, il a été porte-parole officiel et secrétaire de presse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

Maintenant, en sa qualité de chef du Groupe de travail, il a comme fonction d'administrer un programme de 40 millions de dollars d'activités du secteur privé et du secteur public destinées à favoriser l'instauration de la démocratie et d'une économie libérale en Europe centrale et en Europe de l'Est. En étroite collaboration avec les gouvernements de la région et les diplomates canadiens sur les lieux, le Groupe de travail évalue les propositions et les demandes d'aide qui se traduisent ensuite par des projets très valables.

Le Canada n'a peut-être pas, sur le plan monétaire, le plus grand programme d'aide technique, mais la première année de fonctionnement du Groupe de travail s'est révélée très fructueuse. Selon Paul Frazer, les Canadiens ont su établir un climat de confiance mutuelle avec les gouvernements des pays hôtes qui découvrent ainsi que «non seulement les Canadiens sont-ils déterminés à être utiles mais qu'ils sont aussi prêts à assurer rapidement le suivi des propositions mises de l'avant et des décisions prises».

## L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN ACCUEILLE DES AVOCATS HONGROIS

L'expression «propriété intellectuelle internationale» est difficile à prononcer dans presque toutes les langues, mais elle évoque quasi universellement les brevets et les marques. Toutefois, les lois qui s'y rapportent diffèrent d'un pays à l'autre, et c'est pour en savoir plus long sur ces différences qu'Andras Szecskay est venu au Canada. L'avocat en brevets de 42 ans, qui vit à Budapest, a récemment fait un stage de trois mois chez *Smart and Biggar* d'Ottawa, un des plus anciens et des plus importants cabinets d'avocats canadiens spécialisés dans le droit des brevets et des marques.

M. Szecskay faisait partie d'un groupe de 13 avocats hongrois participant au Programme d'échanges juridiques Canada-Europe de l'Est de l'Association du barreau canadien, financé en partie par le groupe de travail d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Il comptait parmi les membres du groupe les plus âgés et les plus expérimentés. M. Szecskay - qui parle hongrois, russe, allemand et anglais - a étudié le droit

« Le développement de la  
démocratie est tributaire de  
l'établissement d'institutions et de  
processus juridiques, et c'est à ce niveau  
que les pays occidentaux peuvent  
apporter leur aide.»

Le très honorable Joe Clark

pendant cinq ans dans la ville universitaire de Szeged, située dans le sud de la Hongrie, avant de se joindre à un des principaux cabinets de son pays spécialisés dans les brevets. Depuis, son travail l'a amené à voyager dans divers pays d'Europe ainsi qu'au Canada et aux États-Unis.

«Nos lois sur les brevets se ressemblent, mais nos organisations sont certainement différentes, dit-il. En Hongrie, à l'heure actuelle, les avocats ne peuvent exercer que dans le cadre d'une coopérative. À compter de l'an prochain, toutefois, nous pourrons établir des cabinets privés ou créer des associations». Il remarque une autre différence dans le traitement réservé aux avocats. Il a découvert qu'ils sont beaucoup plus respectés au Canada qu'en Europe de l'Est.



«Ce qui m'a le plus intéressé, c'est l'aménagement des bureaux, beaucoup plus sophistiqué au Canada», dit M. Szecskay. Il ajoute qu'en Hongrie, l'accès à la haute technologie fait actuellement l'objet de restrictions qui seront toutefois bientôt levées. «Nous aurons des ordinateurs plus puissants. Nous avons des machines de traitement de texte et un certain nombre de petits ordinateurs, mais aucun de ces énormes ordinateurs dont vous disposez», dit-il.

Au Canada, fait-il remarquer, un avocat qui effectue une recherche pour une compagnie peut communiquer avec le bureau d'enregistrement au moyen d'un modem. «S'il cherche une marque, il peut le faire sans quitter son fauteuil, ce qui lui épargne beaucoup de travail, dit-il. Il en résulte une recherche plus complète.»

La technologie peut faciliter le travail d'un avocat de bien d'autres manières, comme M. Szecskay l'a constaté avec étonnement. «Prenons le compte rendu d'une audience ou d'un procès; en Hongrie, il faut attendre environ un mois pour obtenir ce compte rendu, qui est souvent fourni sur une copie au carbone illisible. Ici, vous le recevez en deux ou trois jours sur une disquette dont vous pouvez introduire le contenu dans votre ordinateur. Vous n'avez pas à lire des milliers de pages pour trouver un passage donné du compte rendu.»

M. Szecskay était piloté par un des principaux associés de *Smart and Biggar*, Tom Kelly. Selon M. Kelly, ces échanges profitent aux deux parties: «Comme nous nous intéressons beaucoup aux affaires internationales, il est important que nous établissions des liens avec des cabinets de divers autres pays. Par exemple, nous devons collaborer avec un cabinet hongrois afin d'obtenir des brevets hongrois pour nos clients canadiens. En échange, nous l'aidons à obtenir des brevets canadiens pour ses clients hongrois. Les deux parties y trouvent leur compte.»■

## Nouveaux projets en URSS en attente

Le nouveau projet du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est avec l'Union soviétique a été suspendu en janvier à la suite de la répression militaire dans les États baltes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, a condamné avec véhémence ce qu'il a qualifié de «recours brutal et injustifié à la force militaire» contre les gouvernements démocratiquement élus de Lettonie et de Lituanie. «Nous voulons aider l'Union soviétique et son peuple pendant cette transition difficile, a déclaré M. Clark, mais la situation dépend désormais en grande partie de la poursuite des réformes par les autorités soviétiques dans leur pays.»

## PRÉSENCE REMARQUÉE DES CANADIENS

- Le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, situé à Montréal, est en train d'étendre ses activités aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Grâce à une contribution d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le Centre pourra évaluer les possibilités de soutenir des organismes de promotion des droits de la personne ainsi que des établissements œuvrant en faveur du développement de la démocratie. Le rapport d'un consultant sur des projets recensés principalement en Hongrie, en Pologne et en République fédérative Tchèque et Slovaque aidera le Groupe de travail à trouver des partenaires et à prendre des décisions relatives au financement.
- *Prospectus Trade Partners International* compte publier au printemps le plus récent numéro de sa série; il y sera question des possibilités de faire des affaires en Hongrie. Rédigé avec l'aide du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, le document expose les débouchés commerciaux, explique le processus compliqué de la privatisation et donne des renseignements stratégiques sur les différents secteurs de l'économie hongroise. «Les débouchés commerciaux en Pologne», le premier de la série, a connu un tel succès que le gouvernement polonais a demandé l'impression d'une édition «internationale». La nouvelle version, entièrement revue et corrigée, pourra être obtenue des consulats de la Pologne partout dans le monde; elle paraîtra également au printemps.
- La Commission Blue Ribbon, composée d'éminents experts en économie et chargée de conseiller le gouvernement hongrois, a entamé la deuxième phase de ses délibérations. Le groupe international, co-présidé par Sylvia Ostry, du Canada, et par Márton Tardos, de Hongrie, a présenté son premier rapport en avril dernier. Il se penche actuellement sur les dossiers avec lesquels le cabinet du premier ministre hongrois est aux prises, et est en train d'élaborer un programme de travail qui portera sur les recommandations de la première phase des délibérations et sur d'autres questions liées à la transition de la Hongrie vers une économie de marché.

## PROGRAMME D'EXPERTS-CONSEILS

Des spécialistes canadiens retraités se mettent en frais d'aider les Hongrois à faire la transition vers une économie de marché. Par l'entremise du Service d'assistance canadien aux organismes (SACO), des gestionnaires retraités et semi-retraités, des experts techniques et des spécialistes offrent de partager leur temps et leurs connaissances spécialisées avec des organismes et des gens d'affaires hongrois pour qui les frais de consultation internationaux sont trop élevés.

Grâce à ce service d'aide, l'Institut hongrois du bâtiment a profité d'un programme de colloques de six semaines sur les techniques de passation de marchés et de construction donné par l'expert canadien, William Kandrac. Red Elliott, fermier et vétérinaire de l'Alberta, a offert de passer deux mois à conseiller la Ferme Mezosalva, propriété de l'État, sur des façons de combattre les maladies des bovins et sur l'organisation des opérations.

Le service d'aide a pris des dispositions pour que Andrew Nemeth, spécialiste en robotique de Toronto, consacre trois semaines à aider Mikromatika Robotics Ltd. à concevoir leurs produits, les améliorer et les fabriquer. Steve Serenyi aide Hungarotours, un organisme de tourisme d'accueil, à devenir plus efficace et davantage axé sur les besoins du marché.

Financé par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, le SACO élabore actuellement des plans pour un certain nombre d'autres projets - pouvant s'élever jusqu'à 10 - en Hongrie. Ces projets portent, entre autres, sur la gestion de l'environnement, les industries textiles et chimiques, les coopératives et les universités. De concert avec Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le SACO participe aussi à un grand programme en Pologne et lance un programme en République fédérative Tchèque et Slovaque. ■

## TÉMOIN DU CHANGEMENT

L'ambassadeur du Canada Derek Fraser avoue que son affectation à Budapest arrive à une «période de transition fascinante» dans l'histoire de la Hongrie.

Depuis son arrivée en Hongrie en septembre 1988 à titre d'ambassadeur du Canada, il a été témoin d'un bouleversement politique lorsque les élections démocratiques ont marqué la fin du régime communiste. Maintenant, il s'apprête à assister au virage économique du pays, qui passera d'une économie d'État à une économie de marché.

«Je crois que les Hongrois proposent de  
bonnes réformes économiques ...»

L'ambassadeur Derek Fraser

Au chapitre des efforts que déploie le Canada pour faciliter cette transition, l'ambassadeur Fraser joue un rôle prédominant par l'intermédiaire du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Il assure la liaison entre les organismes et les représentants gouvernementaux de la Hongrie et les divers groupes non gouvernementaux, entreprises privées et ministères canadiens qui prêtent leur concours. Comme le fait remarquer M. Fraser, les Canadiens participent activement à la formation des banquiers, des avocats et des gestionnaires ainsi qu'au recyclage des ouvriers.

La présente transition économique constitue une période difficile pour les Hongrois. «Les deux prochaines années seront particulièrement pénibles à cause des réformes économiques et de la montée invraisemblable du prix du pétrole», de déclarer l'ambassadeur Fraser. Toutefois, il croit fermement que l'avenir de ce pays augure bien. «Je crois que les Hongrois proposent de bonnes réformes économiques et s'ils continuent à les suivre, le pays pourrait être sur le point de prendre son envol d'ici trois ou quatre ans.» ■

## ÉVÉNEMENTS ET VISITES

- Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement et la *Union of Soviet Friendship Societies* ont organisé conjointement une conférence sur la coopération canado-soviétique dans l'Arctique, qui s'est tenue du 17 au 23 février à Moscou et à Leningrad. Faisant suite à une réunion tenue à Ottawa en octobre 1989, cette conférence a porté sur les progrès accomplis dans les domaines des transports, des sciences et de la technologie, des autochtones et de la sécurité dans l'Arctique.
- L'Université York, de Toronto, a accueilli, du 19 au 22 février, une conférence de grande envergure ayant pour thème «La *glasnost* et le village global». À l'ordre du jour : restructuration économique, communications et expression, culture politique et écologie mondiale.
- Au début de février, Ed Broadbent, président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, s'est rendu en Pologne et en République fédérative Tchèque et Slovaque. Il s'est entretenu avec des défenseurs des droits de la personne, des organisations féministes et des universitaires dans le but de conseiller le Groupe de travail au sujet des projets qui pourraient être mis en œuvre dans cette région.
- Du 22 au 31 mars, le ministère de la Justice accueillera une délégation de représentants de haut niveau de la République fédérative Tchèque et Slovaque. Le groupe, dont font notamment partie le vice-premier ministre Pavel Rychetsky, le procureur général et le président de la Cour suprême du pays, discuteront de droit constitutionnel, des droits de la personne et des droits des minorités nationales.



# L'ASSOCIATION DES COLLÈGES COMMUNAUTAIRES CANADIENS PRÊTE MAIN-FORTE

La transition vers la démocratie et une économie de marché a suscité un certain nombre de changements positifs et stimulants en Hongrie. Cependant, elle a aussi fait apparaître le spectre du chômage, problème dont les gouvernements précédents avaient toujours nié l'existence.

L'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) a annoncé le lancement d'un programme destiné à faciliter cette transition en aidant la Hongrie à établir des programmes de formation et de recyclage pour les sans-emploi.

Selon M<sup>me</sup> Ethel Milkovits, coordonnatrice de l'enseignement à l'ACCC, le programme de 650 000 \$, d'une durée de deux ans, mettra l'accent sur les connaissances de base, notamment en informatique, en mathématiques et en sciences. Les cours, qui seront offerts dans les 10 ou 11 nouveaux centres de recyclage projetés par le gouvernement hongrois, aideront les travailleurs à s'adapter aux nouvelles technologies. «La Hongrie a connu un véritable bouleversement économique en grande partie parce que le "chômage" y était naguère inconnu. Il s'agit d'un phénomène nouveau pour la jeune génération. Les compagnies se modernisent pour accroître leur efficacité. Beaucoup d'entreprises ferment leurs portes, ce qui entraîne des mises à pied.»

Un certain nombre de spécialistes canadiens travailleront en Hongrie à l'élaboration de programmes d'études, tandis que des enseignants et gestionnaires d'établissements d'enseignement hongrois visiteront certains des 150 collèges et instituts canadiens membres de l'ACCC.

Le programme, qui est financé par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, vise également à favoriser le développement de l'industrie touristique hongroise. En s'ouvrant sur le monde, les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est devront répondre aux besoins d'un nouveau type de touriste, selon M<sup>me</sup> Milkovits. «Ils devront apprendre à gérer efficacement leurs établissements hôteliers selon les normes internationales», fait-elle remarquer.

«La Hongrie a connu un véritable  
bouleversement économique en grande  
partie parce que le "chômage" y était  
naguère inconnu. Il s'agit d'un  
phénomène nouveau pour la jeune  
génération.»

M<sup>me</sup> Ethel Milkovits, ACCC

L'ACCC établit actuellement un autre programme destiné à améliorer la formation des journalistes en Hongrie. Selon l'Association, l'aide à la création de médias libres est peut-être une des principales contributions que le Canada peut apporter en Europe de l'Est. ■

## FORMATION DE CHEFS D'ENTREPRISES

Même de nos jours, il est encore assez rare, au Canada, qu'une femme soit nommée doyenne d'un établissement d'enseignement. Or, de voir une Canadienne devenir doyenne d'un institut hongrois qui se consacre exclusivement à l'enseignement de l'administration des affaires est encore plus rare, concède Julie Rowney.

Enseignante à l'Université de Calgary, M<sup>me</sup> Rowney a été choisie parmi plus de 70 candidats pour diriger le *International Management Centre* (IMC), première école de commerce privée en Europe centrale et en Europe de l'Est. Pour la première fois en Hongrie, les étudiants peuvent désormais achever la première année d'étude d'une maîtrise en administration des affaires. M<sup>me</sup> Rowney signale que dans le nom de l'établissement, le mot *International* est loin d'être superflu. En effet, le personnel enseignant est recruté de par le monde et les étudiants de cette année, par exemple, viennent d'Autriche, d'Allemagne, de Roumanie, de Hongrie et des États-Unis. L'IMC, organisme sans but lucratif, est financé conjointement par la Grande-Bretagne, les États-Unis, les Pays-Bas, l'Italie et la Hongrie. Pour sa part, le Canada consent une aide financière par l'intermédiaire du Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est afin de permettre à l'IMC d'offrir des cours spécialisés de gestion au secteur industriel et d'assurer l'expansion de la faculté.

Spécialisée en gestion des ressources humaines, M<sup>me</sup> Rowney affirme qu'il est très stimulant d'enseigner à de futurs chefs d'entreprises lorsque la région est en pleine période de réorganisation structurelle et de décentralisation, et qu'elle doit faire face aux problèmes complexes qu'une telle situation soulève. Dans un milieu qui évolue de façon aussi effrénée, même M<sup>me</sup> Rowney s'arrête davantage sur le contenu de ses cours, affirme-t-elle. «Je dois réellement mettre en pratique un principe que je m'étais simplement contentée d'enseigner, et c'est celui d'une grande souplesse. En effet, il faut pouvoir faire face à une foule d'incertitudes, car rien n'est pareil d'un jour à l'autre.» ■

## UNE TECHNOLOGIE DE GESTION DES FERMES LAITIÈRES POUR LA POLOGNE

Une initiative canadienne en matière de gestion des fermes laitières aide la Pologne à privatiser son industrie agricole. Dix directeurs de fermes d'État de ce pays ont récemment suivi un programme de formation de 12 semaines à l'*International Livestock Management School* (ILMS), située près de Kemptville, en Ontario. Ces personnes, qui forment le noyau du futur service de vulgarisation agricole de leur pays, ont rapporté du Canada les dernières technologies de gestion de l'industrie laitière, qu'elles transmettront aux agriculteurs polonais.

Le programme, financé par le Groupe de travail d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, a été mené à l'ILMS de

CA1  
EA  
T12  
1991  
no. 2  
DOCS

# TASK FORCE ON CENTRAL AND EASTERN EUROPE

# GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EUROPE CENTRALE ET L'EUROPE DE L'EST



Vol 1, no 2, Spring 1991

NON CIRCULATING /  
CONSULTER SUR PLACE

External Affairs and  
International Trade Canada

## Partners in Change: Hungary

*This is the first in a series of profiles on countries in Central and Eastern Europe, highlighting recent developments and key Task Force initiatives.*

Canadian financier Andrew Sarlos has said that if Western companies provide the technology and expertise, Hungary's economy can catch up to the West in six years. While some may think that Hungarian-born Sarlos is overly optimistic, many Canadians are heeding his call to support the process of political and economic change in that country.

In fact, many feel that Hungary is better prepared for the dramatic changes taking place than other Central and Eastern European countries. Hungary started flirting with Western-style economic reform as early as 1968, and has actively encouraged joint ventures with foreign companies since 1972. In 1988, the Hungarian government took the unprecedented step of guaranteeing that foreign firms entering joint ventures could repatriate their investment and export profits.

And Hungary—going further than any of the other emerging democracies—reopened the Budapest stock market last June, which was closed 42 years ago when the communist regime came to power. Before the Second World War, Budapest was a major financial hub of Central Europe—a position the current

government hopes it can recapture. A Canadian firm, Gordon Capital, is already planning to open an affiliated brokerage house in the city.

At the same time, political reforms are moving swiftly. Free elections were held last April, and were swept by parties

---

"When countries choose to move  
towards options we have championed,  
we must offer them practical, potent  
help in practising what we have so  
long preached."

---

Rt. Hon. Joe Clark

favouring free enterprise. The right-of-centre Hungarian Democratic Forum party dominates the coalition government, and all parties in the coalition favour partnerships with the West in rebuilding their country.



Canada

Even the optimists agree that the process is far from complete, and that difficult times lie ahead. Hungary faces a difficult economic situation, with a very large national debt, high inflation, rising unemployment, and a falling standard of living. While the government believes embracing a completely free-market economy is the only way to stave off disaster, the transition will be painful.

Last year, the Government of Canada made a clear commitment to help the country through this transition, with a \$72 million assistance program for Hungary and Poland. Now the Task Force on Central and Eastern Europe is maintaining this commitment through a broad range of projects, including:

- support for Employment and Immigration Canada's work with Hungarian officials to develop a new National Hungarian Employment Service;
- funding for the International Management Centre in Budapest, to finance training programs for company managers and supervisors;
- financial support for programs such as the Canadian Bar Association's Canada-Eastern Europe Lawyers' Internships, and York University's East/West Enterprise Exchange on entrepreneurship and market operations;
- funding for a handbook on doing business in Hungary, expected to be released in Spring 1991;
- development of a work plan for the Hungarian Investment and Trade Agency;
- the placement of a communications advisor in the state property agency (Hungarian privatization agency).

Other projects in such areas as electoral reform, agricultural development, statistics and information management, and administrative reform are also being undertaken.

Many private Canadian firms also are becoming partners in change with Hungary. The Hungarian government is encouraging participation by Canadian investors and joint venture partners in the process of economic renewal.

Perhaps no Canadian has been more active in encouraging partnerships between Canada and Hungary than Andrew Sarlos—a founder of the Central European Development Corporation which bought a 50 per cent interest in the Hungarian General Banking and Trust Co., Hungary's oldest commercial bank, earlier this year. Mr. Sarlos has also taken over as Chairman and Chief Executive Officer of the \$80 million (US) First Hungary Fund. By the beginning of February, the fund had channelled some \$13.5 million in investments into the country.

Sarlos, like many Canadians, is convinced that Hungary has a future—and that Canada can and should be part of that future.■

## HUNGARIANS STUDY LEGAL SYSTEM

Hungarian lawyer Lipót Hóltzl had no illusions about Canada when he arrived here with a dozen other young Hungarian lawyers last September. He had been to Canada twice before, including a week-long visit just over a year ago as part of a delegation of Hungarian legal officials headed by the State Secretary for Justice.

For most of the group, it was an initial look at a country and a legal system from which they hoped to garner experience and ideas which might be applied back in their East European homeland.

Hóltzl, a senior official with Hungary's Ministry of Justice, was one of 13 lawyers who spent three months in Canada participating in the Canada-Eastern Europe Lawyers' Internship Program sponsored by the Canadian Bar Association and funded, in part, by External Affairs' Task Force on Central and Eastern Europe.

In announcing the program, John Jennings, then-president of the Canadian Bar Association, explained that it would allow outstanding law students and young lawyers who have distinguished themselves by academic excellence to participate in a work-study internship in Canada.

"The program complements the political and social reforms that have swept Eastern Europe. There is a pressing need to develop appropriate infrastructures which will enable the nations of Eastern Europe to participate in the international marketplace," said Jennings.

Höltzl agrees: "Our whole country is in a state of transition. We are changing from a one-party to a multi-party system and to a market economy. It is a very challenging and interesting time for the lawyers to create a new atmosphere," he said.

"Freedom of the press, human rights, minority rights, these concerns are all on the agenda of the legislation right now and we are dealing with that and the new constitution," according to Höltzl, who was the only government lawyer in the group.

During his internship in the Department of Justice, Lipót Höltzl worked in the areas of criminal prosecution, family law, legislative drafting and international law. His internship took him beyond the halls of government as well: he participated in a number of Justice-sponsored events such as the annual meeting of the Canadian Bar Association's National Sections, a meeting of the Council of Canadian Law Deans and a meeting of the federal-provincial Working Group on International Law.

Already possessing a theoretical knowledge of Canada's legal system, Höltzl particularly appreciated the opportunity of seeing how the system works in practice. The contacts established during his stay should greatly facilitate his task as liaison officer between his Ministry and Canada's Justice Department. He also identified a number of legal initiatives that Hungary and Canada might eventually want to jointly undertake.

It should be noted that Justice officials also learned a lot about the Hungarian legal system from Mr. Höltzl.



Hungarian lawyer Lipót Höltzl (centre) with Anne-Marie Trahan, Associate Deputy Minister of Justice, at the meeting of Council of Canadian Law Deans.

According to Associate Deputy Minister of Justice Anne-Marie Trahan, who is responsible for co-ordinating all co-operative initiatives of her department with Central and Eastern European countries, "Lipót Höltzl's internship was extremely fruitful. Thanks to Mr. Höltzl's stay, relations between the Department

"Freedom of the press, human rights, minority rights, these concerns are all on the agenda...."

Lipót Höltzl

of Justice of Canada and the Ministry of Justice of Hungary are now solidly established and there is continuous exchange of information between the two organizations." ■

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires étrangères

DEC 12 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE



## CANADA'S UNIQUE GIFT

When asked if there is any unique gift that Canada can offer to Central and Eastern European countries in their quest for greater political and economic freedoms, Paul Frazer answers without hesitation: "its people." Since being appointed last September as Executive Director of Canada's Task Force on Central and Eastern Europe, Frazer says that he has been reminded often of assets which many Canadians forget they possess: "One of our particular and very special contributions is evident to us every day—and because of that, we probably don't notice it as readily; and that is the human resource element.

"Such a historical linkage brings to bear linguistic and cultural strengths, family ties and enhanced inside knowledge, as well as a base for the networking of business connections."

Hon. John C. Crosbie

"We have been told by people in the European Commission Office in Brussels and by interlocutors in Prague, Warsaw and Budapest that they are very impressed with the fact that there are readily-available, highly-qualified people in Canada, who not only can bring to a project the particular skill of their profession and background, but also a sensitivity and an understanding of the culture."

With about one in 10 Canadians tracing their origins to the region, Canadians also bring another skill to the task—languages. "Not only do many Canadians bring fluent capacity in English and French, but they also bring the language of the countries of their families' origin: whether it be Polish,

whether it be Czech or Slovak, whether it be Hungarian—and that is actually a special commodity that we have."

A career diplomat, Frazer previously served in the Canadian Embassy in Warsaw and in Ottawa in the Eastern European Division of External Affairs and International Trade Canada. More recently, he was the Official Spokesman and Press Secretary to Secretary of State for External Affairs, Joe Clark.

As head of the Task Force, Frazer's job is to administer a \$40 million program of public and private sector initiatives aimed at promoting democracy and free market economies in Central and Eastern Europe. Working in close co-operation with the governments in the region and Canadian diplomats on the ground, the Task Force assesses proposals and requests for assistance, leading to the funding of worthy projects.

Canada may not have the largest technical assistance program in dollar terms, Frazer says, but the Task Force's first year of operation brought very good results. Canadians, he says, have been successful in fostering the necessary mutual trust with host governments which are discovering that "Canadians are not only determined to be of some help but are, in fact, prepared to move quickly to follow up on proposals and decisions made." ■

### New Projects in USSR on Hold

The Task Force on Central and Eastern Europe's new project activity with the Soviet Union was suspended in January due to the military crackdown in the Baltic States. Canada's Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, strongly condemned what he called the "brutal and unwarranted use of military force" against the democratically-elected governments of Latvia and Lithuania. "We want to help the Soviet Union and its people through this difficult transition period," said Mr. Clark, "but much now depends on the continuation of Soviet reforms by that country's authorities."

# CANADIAN BAR ASSOCIATION WELCOMES HUNGARIAN LAWYERS

The phrase international intellectual property is a mouthful in almost any language—but it translates almost universally into patents and trademarks. Laws differ from country to country, however, and it was a desire to learn more about those differences which brought Andras Szecskay to Canada. The 42-year old patent lawyer from Budapest recently spent three months on a work-study internship with Smart and Biggar of Ottawa, one of Canada's oldest and largest exclusive patent and trademark law firms.

Szecskay was one of 13 Hungarian lawyers studying under the Canadian Bar Association's Canada-Eastern Europe Lawyers' Internship Program, funded in part by the External Affairs Department's Task Force on Central and Eastern Europe. He is among the oldest of the visiting Hungarian lawyers. He is also one of the most experienced. Szecskay—who speaks Hungarian, Russian, German and English—spent five years studying law in the southern Hungarian university city of Szeged, before joining one of the largest patent law firms in his country. Since then, his work has taken him to many parts of Europe, as well as Canada and the United States.

"Patent law is similar, but not quite the same," he says, "and the organizations are certainly different. In Hungary, for now, the lawyers are allowed to work only in the framework of a lawyers' cooperative. It is not a partnership, but from the beginning of next year, we will be allowed to have a private practice or to create partnerships." Another difference, he says is the way lawyers are treated. They are much more respected in Canada, he discovered, than in Eastern Europe.

"The most interesting thing I've seen is the office configuration, which is much more developed in Canada," says Szecskay. Higher technology was restricted in Hungary, he went on, although the restrictions will soon be lifted; "We will have bigger and better developed capacity in computers. We have word processing

machines and some smaller capacity computers, but what we lack is these huge mainframes."

In Canada, he points out, a lawyer doing a search for a company can connect his computer to the registration office through a modem. "If you are searching for a trademark, you don't have to leave your room. It saves a lot of work," he says. "The end result of the search is more complete."

Szecskay was impressed with other ways technology can lighten a lawyer's workload: "For instance, how they produce the results of a hearing or a trial: In Hungary you can get the minutes after

---

"The establishment of legal institutions  
and processes is crucial to democratic  
development, and the West can assist."

---

Rt. Hon. Joe Clark

about a month—maybe the fifth or sixth carbon copy—and often you can't read it at all. Here, in two or three days you can get a complete set of the minutes on floppy diskette, which you can put into your computer. You don't have to read thousands of pages looking for a certain part of the minutes."

Szecskay was shepherded by one of Smart and Biggar's senior partners, Tom Kelly, who sees the mutual benefits: "Our firm is very much into international business and it is important that we develop relationships with law firms all over the world," says Kelly. "We need to know people in Hungary, for instance, to secure Hungarian patents for our Canadian clients. We get to know and trust a firm there, someone we can work with. They get to know and trust us, and depend on us to obtain Canadian patents for their Hungarian clients. It works both ways." ■

## CANADIANS MAKING A DIFFERENCE

- The Montreal-based International Centre for Human Rights and Democratic Development is in the process of expanding its operations to the countries of Central and Eastern Europe. A contribution from External Affairs and International Trade Canada will allow the Centre to assess opportunities for Canadian support to organizations promoting human rights, and those working to foster democratic development. A consultant's report on projects identified primarily in Hungary, Poland and the Czech and Slovak Federal Republic will aid the Task Force in finding partners and making its funding decisions.
- Prospectus Trade Partners International is planning a Spring release for its latest publication on doing business in Hungary. Developed with the help of the Task Force on Central and Eastern Europe, the book outlines business opportunities, explains how the complex process of privatization works, and provides strategic information about various sectors of the Hungarian economy. The first in the Prospectus series, "How To Do Business in Poland", was so well-received that the Polish government has requested the printing of a "global" edition. The new, completely revised version, which will be available at Polish consulates around the world, will also have a Spring release.
- The Blue Ribbon Commission, a panel of economic experts advising the Hungarian government, has entered Phase Two of its deliberations. The international group, co-chaired by Canada's Sylvia Ostry and Márton Tardos of Hungary, submitted its first report in April 1990. It is now addressing policy issues confronting the office of the Hungarian Prime Minister, and devising a program of work to be undertaken in support of its Phase One recommendations and other matters connected with Hungary's transition to a market economy.

## LENDING EXPERTISE

Retired Canadian professionals are pitching in to help Hungarians make the adjustment to a market economy. Through the Canadian Executive Service Organization (CESO), retired and semi-retired managers, technical experts and professionals are volunteering to share their time and expertise with Hungarian businesses and organizations which cannot afford international consulting fees.

Through CESO, the Hungarian Institute for Building has benefitted from a six-week program of seminars on contracting and construction techniques by Canadian expert, William Kandrats. Red Elliott, a farmer and veterinarian from Alberta, volunteered to spend two months advising the state-owned Mezosalva Farm on ways to combat cattle diseases, and on the organization of operations. CESO arranged for Andrew Nemeth, a robotics expert from Toronto, to spend three weeks assisting Mikromatika Robotics Ltd on the development, upgrading and manufacturing of their products. Steve Serenyi is helping Hungarotours, a hospitality industry organization, to increase efficiency and become more market-oriented.

CESO, which receives funding from the Task Force on Central and Eastern Europe for its projects in the region, is currently working on plans for up to 10 other projects in Hungary involving—among other things—environmental management, textile and chemical industries, co-operatives and universities. In partnership with External Affairs and International Trade Canada, CESO is also involved in an extensive program in Poland, and is launching a program in the Czech and Slovak Federal Republic. ■

## EVENTS AND VISITS

- The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament co-hosted, along with the Union of Soviet Friendship Societies, a conference on Canada-Soviet Co-operation in the Arctic from February 17-23 in Moscow and Leningrad. The meeting, a follow-up to one held in Ottawa in October 1989, studied progress in the fields of transportation, science and technology, native issues and Arctic security.
- "Glasnost and the Global Village" was the title of a major conference held at York University in Toronto, February 19-22. Topics on the agenda included economic restructuring, communications and expression, political culture and global ecology.
- Ed Broadbent, President of the International Centre for Human Rights and Democratic Development, visited Poland and the Czech and Slovak Federal Republic in early February. Mr. Broadbent met with human rights activists, feminist organizations and scholars in an attempt to strengthen ties and advise the Task Force on projects which might be undertaken in the Region.
- The Department of Justice welcomes a delegation of high-level officials from the Czech and Slovak Federal Republic, March 22-31. While in Ottawa, the group, which includes Deputy Prime Minister Pavel Rychetsky, the country's Attorney General and the President of the Supreme Court, will discuss constitutional law, human rights and the rights of national minorities.

## WITNESSING THE TRANSFORMATION

7

Canadian Ambassador Derek Fraser agrees that his posting to Budapest comes at a "fascinating period of transition" in Hungary's history.

Since arriving in September 1988 to head the Canadian Embassy in Hungary, he has witnessed a political transformation—when democratic elections ended the rule of the Hungarian Communist party—and now he is on hand to see the country's economic change-over from a state-run to a market economy.

---

"I think that the Hungarian proposals for economic reform are on the right track..."

---

Ambassador Derek Fraser

---

The Ambassador is playing a key role in Canada's efforts to ease that transition through the Task Force on Central and Eastern Europe. He acts as a link between Hungarian government officials and agencies and the wide range of Canadian non-governmental groups, private enterprises and government departments which are offering their time and expertise. Canadians, he points out, are actively involved in training bankers, lawyers and managers as well as assisting in worker retraining.

The economic upheaval presents a trying time for Hungarians, Ambassador Fraser says: "The next two years are going to be particularly difficult because of the process of economic reform, as well as the incredible increase in the price of oil." He is convinced, however, that Hungary's future is promising: "I think that the Hungarian proposals for economic reform are on the right track, and provided they continue to follow it, the country could be poised for an economic take-off in about three or four years time." ■

## CANADIAN COMMUNITY COLLEGES LEND A HAND

The transition to democracy and a free-market economy has brought a number of positive and exciting changes to Hungary. But it has also raised the spectre of something previous Hungarian governments had always denied existed: unemployment.

The Association of Canadian Community Colleges (ACCC) has announced plans to help Hungary through that transition, by assisting in the development of education and retraining programs for out-of-work citizens.

ACCC Academic Co-ordinator Ethel Milkovits says the 2-year \$650,000 program will concentrate on the basics of literacy—

and teachers will visit some of the ACCC's 150 member-colleges and institutes in Canada.

The second focus of the program, which is funded through External Affairs' Task Force on Central and Eastern Europe, is the development of Hungary's hospitality and tourism industry. As they open their doors to the world, Central and Eastern European countries will have to cater to a new type of tourist, according to Milkovits: "They have to learn to manage cost-effectively, to manage hotels according to worldwide standards," she says.

Looking to the future, the ACCC is in the process of developing another program to strengthen the training of journalists in Hungary. According to the association, "Assistance in the development of a free media may be one of the most important contributions that Canada can make in Eastern Europe." ■

"The economic upheaval in Hungary

has been dramatic in large part

because there was no such thing as

'unemployment'."

Ethel Milkovits, ACCC

including computer literacy—as well as mathematics and science. The courses, to be offered at the 10 or 11 new retraining centres being planned by the Hungarian government, will assist workers to adapt to changing technologies: "The economic upheaval in Hungary has been dramatic in large part because there was no such thing as 'unemployment'. This is a new phenomenon for the new generation. Companies are being revamped to be more cost-efficient in production. A lot of industries are closing down. As a result, some employees are being laid off."

A number of Canadian experts will work in Hungary on curriculum development. In turn, Hungarian educational managers

## TEACHING FUTURE

## ECONOMIC LEADERS

It is still relatively uncommon, in Canada, to see a woman appointed Dean of an educational institution. To see a Canadian woman become Dean of a Hungarian institute devoted entirely to the teaching of business management, Julie Rowney concedes, is really quite unusual.

Rowney, a University of Calgary professor, was chosen from a field of over 70 applicants to head the International Management Centre (IMC), the first private business school in Central and Eastern Europe. For the first time in Hungary, students can complete the initial year of a Masters of Business Administration program. Rowney points out that the "International" in the IMC's name is not to be taken lightly: The teaching staff comes from around the world, while this year's crop of students, for example, comes from Austria, Germany, Romania, Hungary and the USA. The not-for-profit Centre's operational funding comes from British, American, Dutch, Italian and Hungarian sources. Canada, through the Task Force on Central and Eastern Europe, is providing financial support to enable the Centre



to run specialized management training programs for industry, as well as to assist in faculty development.

Rowney, whose specialty is human resource management, says it is an "exciting challenge" to be teaching future economic leaders at a time when the region faces the complex issues of structural reorganization and decentralization. In such a rapidly changing environment, Rowney says, even she is paying closer attention to the lessons: "I really have to practice something that I have only taught, and that is that you need such a high degree of flexibility. You have to be able to cope with such an awful lot of uncertainty. Nothing is the same as even yesterday." ■

## DAIRY MANAGEMENT TECHNOLOGY FOR POLAND

A Canadian initiative in dairy cattle management is providing a helping hand to Poland's move toward privatization in the agriculture industry. Ten state farm managers from Poland recently completed a 12-week training program at the International Livestock Management School (ILMS), near Kemptville, Ontario. These people—the core of their country's future agricultural extension service—returned home with the latest dairy management technology to pass on to Polish dairy farmers.

The program, which is funded through External Affairs' and International Trade Canada's Task Force on Central and Eastern Europe, was conducted at the ILMS facility at Eastern Breeders Inc., a Canadian farmer-owned co-operative artificial insemination unit.

The group learned first-hand the rudiments of enterprise analysis—running an actual farm and making it more productive—the planting, harvesting and storing of forages, chore routines, and ways to improve animal and herd performance.

The visiting farmers were given an extensive overview of all aspects of dairy farm management. This included modern methods of feeding to produce more milk,



Polish farm managers at the ILMS facility, outside Kemptville, Ontario.

artificial insemination and advanced breeding methods aimed at improving the animals' genetic capability for production.

The ILMS previously has trained groups from all over the world—including those from Poland, the Czech and Slovak Federal Republic and Hungary—enabling them to return home armed with advanced Canadian methods of animal husbandry designed to suit their individual needs. ■

### Editor's Note

This newsletter is produced by External Affairs and International Trade Canada to inform Canadians about activities in Central and Eastern Europe and to expand the dialogue among those interested and involved in regional developments. If you require further information on the Task Force, or are interested in the funds it administers, please write to us at: Task Force on Central and Eastern Europe, Suite 601, 107 Sparks Street, Ottawa, K1A 0G2. Telephone: (613) 992-2100 or fax: (613) 943-0333.

concert avec Eastern Breeders Inc.,  
coopérative canadienne d'agriculteurs qui  
s'occupe d'insémination artificielle.

Les membres du groupe ont appris les  
rudiments de l'analyse d'entreprise - soit  
les moyens à prendre pour exploiter une  
ferme et en accroître la rentabilité - et  
recueilli des renseignements sur les  
méthodes de culture, de récolte et  
d'ensilage du fourrage, le travail de  
routine et les moyens d'améliorer le  
rendement des animaux et des troupeaux.

Les participants ont suivi un cours  
approfondi sur tous les aspects de la  
gestion d'une ferme laitière. Citons les  
méthodes modernes d'alimentation qui  
permettent d'accroître la production de  
lait, l'insémination artificielle et les  
méthodes d'élevage de pointe visant à  
améliorer la capacité génétique des  
animaux.

Des groupes d'agriculteurs de divers pays,  
dont la Pologne, la République fédérative  
Tchèque et Slovaque et la Hongrie, avaient  
déjà fait un stage à l'ILMS. Ils sont  
retournés chez eux munis de méthodes  
canadiennes d'élevage avancées et  
adaptées à leurs besoins.■



Directeurs de fermes de la Pologne à l'ILMS, près de  
Kemptville, en Ontario.

## Note de la rédaction

Ce bulletin est produit par Affaires  
extérieures et Commerce extérieur Canada  
pour renseigner les Canadiens sur ce qui se  
passe en Europe centrale et en Europe de  
l'Est et pour favoriser le dialogue entre les  
personnes ou les groupes qui s'intéressent  
de près ou de loin à la région. Pour de plus  
amples renseignements sur le Groupe de  
travail ou sur le fonds qu'il administre, vous  
pouvez communiquer avec nous par écrit :  
Groupe de travail sur l'Europe centrale et  
l'Europe de l'Est, bureau 601, 107, rue  
Sparks, Ottawa, K1A 0G2; par téléphone:  
(613) 992-2100 ou par télécopieur:  
(613) 943-0333.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01015308 1